



VILLE D'ANDENNE

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE DU 16 DECEMBRE 2024

Monsieur Vincent SAMPAOLI, Bourgmestre;
Madame Françoise LEONARD, Monsieur Benjamin COSTANTINI,
Madame Isabelle MAGNÉE, Madame Sandrine CRUSPIN,
Monsieur Martin VAN KERCKHOVE, Échevins;
Monsieur Claude EERDEKENS, Président du C.P.A.S.;
Monsieur Christian BADOT, Monsieur Hugues DOUMONT, Madame Rose SIMON-CASTELLAN, Monsieur Philippe MATTART, Monsieur Philippe RASQUIN,
Madame Françoise TARPATAKI, Madame Florence HALLEUX,
Madame Martine DIEUDONNE-OLIVIER, Madame Marie-Luce SERESSIA,
Madame Cassandra LUONGO, Monsieur Kévin GOOSSENS,
Madame Christine BODART, Madame Natacha FRANÇOIS,
Monsieur Emmanuel GILLET, Madame Hélène HAVELANGE,
Madame Isabelle WALLET, Madame Cécile CORNET, Madame Pauline LEONARD,
Monsieur Yassine BOUCHAHROUF, Madame Camille NAVEZ,
Monsieur Sébastien REMSON, Conseillers communaux;
Présidence pour ce point : Monsieur Claude GIOT;
Monsieur Pascal TERWAGNE, Directeur général adjoint;

4.4. OBJET : Fabrique d'église de THON - Budget 2025 - Prorogation du délai de tutelle

Le Conseil communal,

En séance publique,

Vu l'urgence décrétée en début de séance à l'unanimité des membres présents ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 tel que modifié par le Décret régional du 13 mars 2014 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 et 92 à 103 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret régional du 13 mars 2014 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (C.D.L.D.) tel que modifié par le Décret du 13 mars 2014 portant sur diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporelle des cultes reconnus d'application à partir du 1^{er} janvier 2015 ;

Vu les articles L1122-24 et L3221-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu plus particulièrement l'article L3162 du C.D.L.D. stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogable) au moment de la réception complète de l'acte et ses annexes ;

Vu la délibération du 9 novembre 2024 accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, parvenue à la DSF en date du 27 novembre 2024, par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église de THON arrête son budget pour l'exercice 2025 ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire, à l'Evêché de NAMUR ;

Attendu que lors du contrôle des documents budgétaires de la Fabrique, la DSF ne disposait pas encore de l'avis de l'Evêché de NAMUR ;

Considérant dès lors qu'il n'est pas possible de déterminer avec précision quand le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération va débiter ;

Attendu que l'approbation tacite ne peut devenir la règle d'autant que les budgets transmis par les Fabriques d'église font régulièrement l'objet d'observations ;

Attendu, eu égard à ce qui précède, qu'il est opportun de se ménager un délai complémentaire de 20 jours pour traiter ce dossier comme le permet l'article L 3162-2 §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Qu'au vu des délais légaux, liés à l'instruction des dossiers et à leur présentation aux organes décisionnels, il s'avère dès lors utile de proroger le délai de tutelle en le portant à 60 jours ;

Sur proposition du Collège communal,

ARRETE A L'UNANIMITE :

Article 1^{er} :

Le délai de 40 jours imparti au Conseil communal pour statuer sur le budget 2025 de la Fabrique d'église de THON est prorogé de moitié.

Article 2 :

Notification en sera donnée à la Fabrique d'église et à l'Evêché en application de l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Ainsi fait en séance à ANDENNE, date que d'autre part.

Par le Conseil,

Le Directeur général adjoint,

Le Président,

Pascal TERWAGNE

Claude GIOT

Pour extrait conforme,

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,

Ronald GOSSIAUX



Vincent SAMPAOLI